



14ème législature

Question N° : 67059	De M. Jacques Bompard (Non inscrit - Vaucluse)	Question écrite
Ministère interrogé > Budget		Ministère attributaire > Économie
Rubrique > politique économique	Tête d'analyse >croissance	Analyse > actions de l'État.
Question publiée au JO le : 21/10/2014 Date de changement d'attribution : 18/05/2017 Question retirée le : 20/06/2017 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le secrétaire d'État, auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget, sur les prévisions de croissance mondiale, européenne et nationale. Alors que l'agence de notation *Standard and Poor's* a récemment menacé de dégrader la note de la France, le refus du Gouvernement de voir les réalités en face est d'autant plus amer pour les patriotes de bon sens qui n'ont cessé d'enjoindre les dirigeants de revenir à la réalité afin de réaliser le bien commun. Car, en effet, les déclarations du président de l'Eurogroupe lors d'une réunion du FMI en octobre 2014 à propos de la France sont claires : la France ne tiendra pas ses objectifs et souffre de ne pas avoir entrepris les réformes nécessaires. Ce président s'est ainsi exprimé : « Nous avons l'impression que le projet de budget de la France est assez loin de l'objectif, à la fois en termes de déficit nominal et de mesures effectives, concernant le déficit structurel et le nombre et la qualité des réformes qui doivent être réalisées ». Toutefois, il serait illusoire de faire confiance au FMI pour prendre les mesures nécessaires en vue d'une amélioration de l'économie mondiale. En effet, le FMI a une vision mécanique de l'économie, vision qui échoue souvent tant la demande de reprise économique est obérée par la mauvaise gestion des pays laxistes qui entraînent vers le fond les économies des divers États membres de l'Union européenne. La réalité qu'il faudra bien finir par admettre est que certains pays de l'Union européenne sont malades, et qu'à l'instar des maladies touchant les êtres humains, les remèdes imposés par les instances internationales spécialisées ne faciliteront la guérison que si et seulement si l'organisme réagit suffisamment. Le remède ne guérit pas, il aide à la guérison. Il revient alors aux gouvernements de prendre leurs responsabilités. Il n'a jamais hésité à dire que la cause de cet échec annoncé est que les différents gouvernements successifs ont de façon constante sacrifié la situation économique et budgétaire pour donner satisfaction aux différentes communautés religieuses, philosophiques ou ethniques. Les divers responsables politiques ont choisi de ne plus suivre une politique de bien commun, en favorisant les minorités grandissantes que notre pays accueille sans réserve. Il en résulte, sans surprise, un endettement et un chômage exponentiels, ainsi qu'un taux de croissance à la baisse. Il demande, d'une part, à quel moment le Gouvernement se décidera à oeuvrer pour que la France évite le déclin et, d'autre part, de quelle façon le Gouvernement incarnera le bien commun dont il a la charge.